

Le Temps

04.04.2020

«Le droit d'urgence doit être aussi bref que possible»

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL GUILLAUME

CORONAVIRUS : Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis souligne l'importance des relations internationales et relève que la relation avec les pays voisins pourrait s'améliorer car la collaboration fonctionne bien.

Bien que peu présent en public depuis le début de la pandémie, le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Ignazio Cassis n'a pas chômé. Son département a déclenché la plus vaste opération de rapatriement de Suisses à l'étranger jamais organisée. Il a aussi mis sur pied une ligne d'urgence où travaillent 80 personnes qui ont répondu à 20000 demandes.

On vous a très peu vu en public ces derniers temps. Qu'avez-vous fait, concrètement?

J'ai travaillé. Je me suis dédié aux affaires du Conseil fédéral et à tous les problèmes que l'épidémie a suscités, du blocage des marchandises aux frontières au rapatriement des voyageurs suisses. Et puis j'ai conduit mon département, qui compte 5500 collaborateurs, dont 80% travaillent aujourd'hui en télétravail.

Concernant ce rapatriement, votre département ne s'est-il pas montré trop bureaucratique au début de la crise?

Non! Nous avons élaboré un plan en trois phases. D'abord, nous avons informé les touristes et hommes d'affaires en leur conseillant de rentrer en Suisse sans tarder. Quelques milliers de compatriotes se sont ainsi débrouillés seuls.

Puis a débuté la deuxième phase, dans laquelle nous nous trouvons. Pour la toute première fois de son histoire, le DFAE a mis sur pied une opération de rapatriement de cette envergure. Nous avons déjà organisé 17 vols pour quelque 3700 personnes dont 2100 Suisses, et il y en aura encore cinq d'ici dimanche. Une troisième phase commencera lorsque nous ne serons plus en mesure d'envoyer des avions à certains endroits.

C'est dire que des Suisses vont rester bloqués à l'étranger?

En ce moment, je passe beaucoup de temps au téléphone avec des collègues pour obtenir des «diplomatie clearances», soit des permissions d'atterrissage et de décollage, par exemple pour le Pérou ou le Maroc. Nos représentations à l'étranger continueront d'assister les Suisses qui souhaitent rentrer mais qui n'arrivent pas à le faire.

Comment vivez-vous cette crise humainement, en tant qu'ancien médecin cantonal et Tessinois?

J'ai géré trois épidémies en étant au front. J'ai accumulé un savoir qui m'a apporté une certaine sérénité dans ce genre de crise. Je suis mieux à même de lire la réalité du terrain et mieux préparé à prévoir les évolutions.

Avez-vous pu relayer les craintes des Tessinois au Conseil fédéral?

Je l'ai fait depuis le début de l'épidémie. Les Tessinois se sont sentis menacés dans leur intégrité corporelle et ont développé une forte émotivité, un esprit de survie face à la mort. Touché avec deux semaines d'avance sur le reste de la Suisse, le Tessin a déploré proportionnellement 16 fois plus de décès que la moyenne suisse. Chaque culture vit une telle situation différemment et j'ai bien sûr pu rapporter tout cela au Conseil fédéral. Mais n'oublions pas qu'un conseiller fédéral travaille au service de l'ensemble du pays et pas seulement pour sa région d'origine.

Vous a-t-on reproché de ne pas suffisamment relayer les angoisses des Tessinois au Conseil fédéral?

Vous parlez là de quelques voix qui critiquent tout ce que je fais. Mais la grande majorité des Tessinois reconnaissent le rôle d'interprète que j'ai assumé. Chaque jour et soir, j'ai été en contact avec le président du Conseil d'Etat, Christian Vitta, et ses collègues. J'ai travaillé dans la discrétion pour ne pas faire du marketing politique, car il fallait respecter le rôle de leadership du

Département de l'intérieur d'Alain Berset. Je me suis aussi beaucoup engagé pour la création du conseil scientifique qui vient d'être institué, auquel participeront d'anciens collègues.

Avez-vous assisté à des scènes de panique au Tessin?

Personnellement, non. Mais on m'a dit qu'il y en a eu quelques-unes et que le personnel soignant a vite réussi à tranquilliser les gens. Il faut être conscient que plus le confinement se poursuit, plus il y aura de personnes angoissées, car tout le monde n'a pas la même capacité de résistance psychique.

Dans quelle mesure est-il nécessaire de se concerter avec les pays voisins en cas de pandémie?

Nous sommes interdépendants, c'est évident. A Genève, au Tessin, comme dans de nombreux cantons, sans le personnel frontalier, vous pouvez fermer les hôpitaux. Il est donc essentiel de se parler entre pays voisins, car cela permet de mieux nous comprendre et de trouver des solutions pragmatiques.

Cette crise pourrait même renforcer nos relations. J'ai été contacté par le ministre jurassien de la Santé, Jacques Gerber, qui m'a demandé s'il était judicieux d'accueillir des patients de France voisine, où le système de santé était débordé. Comme le Jura avait des lits de soins intensifs disponibles, je lui ai conseillé de coopérer immédiatement.

Le droit d'urgence implique-t-il la mort du fédéralisme?

Un peu, oui! C'est la nature même du droit d'urgence qui accorde les pleins pouvoirs au Conseil fédéral. La vraie question est de savoir jusqu'à quel point on peut aller.

En cas de guerre, on pourrait aller plus loin, mais cette épidémie n'est pas une guerre. Le Conseil fédéral a donc dû savoir conduire, mais sans tomber dans le piège d'ouvrir un conflit inutile avec les cantons qui n'aurait fait que des perdants.

Le droit d'urgence ne piétine-t-il pas notre modèle politique et économique?

Le droit d'urgence comporte le danger d'un abus de pouvoir qu'il faut prendre au sérieux. Aujourd'hui, nous devons faire attention à ne pas vouloir tout régler en détail sur cette base. Le droit d'urgence doit se concentrer sur la décision principale, mais en évitant le risque d'une gestion juridique de la Suisse qui ne serait plus soumise aux mécanismes de contrôle démocratique.

Il faut l'utiliser pour une période la plus brève possible et non pas pour créer une nouvelle société dans la durée.

Quand reviendra-t-on à la normale?

Je ne suis pas devin. Pour le moment, le pic de l'épidémie n'a pas encore été atteint.

Le système de santé suisse tiendra-t-il le choc? Je suis confiant, non seulement en tant que conseiller fédéral, mais aussi à titre privé. Je n'irais jamais me faire soigner ailleurs qu'en Suisse! Nous avons un des meilleurs systèmes de santé de la planète, capable d'innover et d'être flexible. Au Tessin comme dans les autres cantons, les hôpitaux ont doublé en deux semaines leur nombre de lits de soins intensifs. En Suisse, nous sommes parfois un peuple de «grincheux» lorsque tout va bien. Mais lorsque ça va moins bien, nous sommes capables d'une grande solidarité.